Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 657

Rubrik: Document

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DOCUMENT

Lorsque Pierre Mendès-France guidait la gauche sur les chemins du néo-réformisme

Mort de Pierre Mendès-France. La France entière, toutes orientations politiques confondues, au rendez-vous de l'hommage. Exercice de récupération pour les uns, profession de foi pour les autres, nous n'y reviendrons pas.
A l'évidence, l'influence réelle, profonde de cet homme doit encore être mesurée, analysée. On découvrira certainement qu'elle a été, qu'elle reste encore plus considérable que les premiers exégètes de PMF ont su le découvrir.
La semaine dernière, sur le coup de l'événement, nous fixions quelques points de repère qui nous tiennent à cœur. Aujourd'hui, voici un document qui illustrera notre propos.

Grenoble 1966. Seule grande ville française dirigée par une municipalité nouvelle gauche. Et là, début mai, s'affrontent pour un week-end d'études, sans pathos, les tendances anciennes et nouvelles du socialisme français. Quatre cent participants venus de toute la France et un plateau impressionnant de têtes pensantes pour animer une réflexion qui doit marquer, sous la direction de PMF, le véritable réveil de la gauche.
Deux membres de l'équipe de rédaction de «Domaine Public» participent à la discussion. Nous donnons ci-dessous de larges extraits de leur compte rendu/reportage. La citation nous semble s'imposer pour deux raisons au moins: d'abord parce que l'approche de la réalité française telle qu'elle transparaît est une démonstration de «mendèsisme»; ensuite parce qu'on découvrira avec étonnement que furent posés là, seize ans avant, une bonne partie des problèmes auxquels la gauche actuelle, parvenue enfin au pouvoir, doit faire face. La parole à DP 52, du 12 mai 1966!

Le printemps de Grenoble 1966

On connaît l'abondance de la littérature politique française: que de plans, de contre-plans, d'horizons proches et lointains, de république moderne, de gauche année zéro, que de socialisme et que d'Europe, sans compter les numéros spéciaux des revues, les monographies, les commentaires des hebdomadaires.
Or, paradoxe, tous les participants à la rencontre de Grenoble commençaient par se féliciter de ce que, enfin, la gauche se mît, avec sérieux, au travail. «Nous inaugurons», déclarait Mendès-France. «Désormais, *hic et nunc*, nous allons nous battre avec les problèmes d'aujourd'hui, et non plus avec ceux d'ailleurs et de jadis», s'exclamait André Philip. Chez des hommes qui ont beaucoup agi et beaucoup écrit, quel virginal et surprenant entrain!
De meme, chacun saluait le sérieux technique des rapports présentés, «La gauche et la monnaie», ce titre seul devenait confiture exquise. Or ces rapports sérieux certes, réalistes certes, n'étaient pas d'une ardue technicité. Ils définissaient une manière d'attaquer les problèmes, un style, ils esquissaient des schémas; mais l'analyse chiffrée des faits économiques en était absente (Gilbert Mathieu en fit d'ailleurs la remarque: «Vous partez de schémas plutôt que de faits cités»). Alors pourquoi cet étonnement admiratif et néophyte? C'est qu'à son tour, sous la pression des circonstances, la gauche française vient de faire sa mue.
Quelles sont donc ces circonstances nouvelles?
Tout gouvernement de gauche porté au pouvoir devrait affronter une grève des capitalistes. L'argent passerait la frontière; la monnaie serait en danger. Comment, dans un tel climat, satisfaire des revendications populaires sans courir à l'inflation et à la banqueroute?

LA DIMENSION EUROPÉENNE

Cette question-là est traditionnelle. Mais la gauche française la pose en termes de marché commun. La France socialiste, en proie aux difficultés de la prise du pouvoir, ne pourra pas adopter des mesures contraires au Traité de Rome; les produits français seront soumis à la dure concurrence des pays voisins; la marge d'intervention politique sera donc faible.
Cette libre concurrence européenne, la gauche de Grenoble l'accepte. Ce choix est d'autant plus significatif que la question fut débattue en commission (des commissions ouvertes à tous les participants travaillèrent le samedi soir de 9 heures à minuit) en présence de Mendès-France. Claude Bourdet soutenait la thèse qu'une France socialiste devrait se bâtir hors de l'Europe des Six; il dénonçait la mystique de la concentration d'entreprises; la croyance naïve au «supermammouthisme» (sic). Il fut seul de son avis.
La gauche accepte l'Europe comme une nécessité et comme le seul espoir d'échapper, peut-être, à l'hégémonie américaine. Ce «oui» à l'Europe d'aujourd'hui entraîne de lourdes conséquences.

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Dans le cadre du libre-échangisme européen et dans l'attente d'une planification européenne, seule sera concevable une économie de marché. Les prix, les justes prix, la satisfaction des besoins des consommateurs, la concurrence sont dès lors admis, à Grenoble, comme les meilleurs régulateurs de l'économie. Toute entreprise devra faire la preuve de sa rentabilité. Un service, même public,

devra travailler sans déficit. L'inflation devra être combattue avec acharnement. Les subventions de l'Etat devront encourager plutôt les entreprises en plein développement que les entreprises défaillantes. Dans un des rapports nous lisons:
«Le marché, c'est le point de rencontre entre les offres concurrentes et les demandes incertaines de l'ensemble des producteurs et des consommateurs. Puisque c'est sur le marché que se joue la partie, il faut que le pouvoir l'oriente et le prépare à sa fonction, mais, en même temps, qu'il s'abstienne d'en détériorer les mécanismes de sélection et d'arbitrage.»
Tout socialiste qui contresigne cette proposition revient, idéologiquement, d'assez loin.

LES CORRECTIFS

Qu'on ne voie pourtant pas, de façon diffamatoire, dans une telle proposition une adhésion au libéralisme.
Tout d'abord, si l'on désire arracher le tiers monde à sa misère, et cette préoccupation ne peut cesser d'obséder la gauche, une répartition internationale du travail sera nécessaire. Pas de libre-échangisme mondial donc.
L'économie européenne devra être planifiée si l'on espère créer une société différente de la société de consommation américaine. Pas d'Europe libérale donc. Pourtant, à l'échelle mondiale et européenne, ce ne sont là, pour l'instant, que des vœux. Mais sur le plan national, qui délimite la sphère de l'influence politique, tous les moyens capables d'orienter la production et la consommation dans le sens du plan (politique du crédit, de sélection des investissements, socialisation de secteurs importants, réglementation de la publicité, politique fiscale, etc.) doivent intervenir.
Chacun de ces moyens d'agir sur l'économie exige des études poussées. Or les jeunes qui, en majorité, participaient aux travaux de Grenoble, réclamaient ces études. De là cette impression de sérieux que Philip résumait avec bonheur dans cette formule: «On ne démocratisera les technocrates que lorsqu'on technicisera les démocrates.»

LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

On pouvait être étonné, aussi, à Grenoble, de voir des hommes intelligents et brillants discuter longuement sous la conduite de Maurice Duverger pour établir que le socialisme est inséparable des libertés démocratiques, du droit de contestation, du pluralisme des partis.
Ce sont de bien vieilles évidences qui sont là redécouvertes. Mais cette réanimation a pourtant une double signification.
Toute ouverture vers le parti communiste passe par ces rappels. Mais le courant libertaire n'est pas seulement une précaution indispensable pour préparer une réunification de la gauche. Il est profond et touche à de nombreux secteurs de la vie publique. Et surtout le rappel de ces quelques vérités démocratiques élémentaires marque un renversement des valeurs. Il était un temps où parler de dictature du prolétariat, de «centralisme démocratique» posait son homme de gauche plus dur, plus pur. Désormais ce vocabulaire-là rejoint l'eau de vaisselle. Certes une culture socialiste élémentaire exige que l'on sache que la dictature du prolétariat pour Marx, pour beaucoup de bolchéviks et meme pour Lénine, ce n'était pas ce qui devint le stalinisme. Mais c'est l'usage qui décide de l'emploi des mots, et ces mots sont désormais corrompus et définitivement démonétisés. Et il n'était pas inutile de dresser bien tardivement le constat. Cela permit d'approfondir de nouveaux sens du mot liberté.
Remarques critiques.
La gauche française, même celle qui se voulait la plus avancée, redécouvre, sans se l'avouer, le réformisme. Vive donc le néo-réformisme! Dans ses préoccupations, on trouve en tout cas plus d'imagination, d'invention que dans le socialisme helvétique. Mais les Français sont faibles sur deux points: ils méconnaissent le socialisme européen. Il y aurait des pays socialistes à l'Est, et puis il y a... eux qui, par la vertu des ancêtres de 1789 et l'héritage de 1848, incarnent le socialisme (...)
Parce qu'il faut préparer l'après-gaullisme, les socialistes français pensent à prendre la relève: se hisser au pouvoir, demain ou après-demin. Mais ils s'occupent fort peu de la prise des pouvoirs non politiques. Le mouvement coopératif qui demeure une arme un peu émoussée, mais irremplaçable contre le capitalisme, n'est cité dans leurs débats que pour mémoire. De même, d'ailleurs, dans la presse de gauche française: combien d'articles et de reportages sur les secteurs socialisés? Moins que rien en comparaison du commentaire hebdomadaire des intrigues de Guy Mollet et des intoxicantes combinaisons électorales.

Et pourtant la gauche sait que le jour où elle prendra le pouvoir politique, elle se heurtera à la résistance des détenteurs du pouvoir économique. D'où les difficultés qui l'attendent. Alors que fait-elle, dès maintenant, pour renforcer le secteur non capitaliste?

DIRE LA VÉRITÉ

Chez tous les rapporteurs et tous les responsables, on devinait une inquiétude. Des recherches théoriques plus poussées, comment les traduire en mots d'ordre pour les masses? Peut-on être populaire en refusant la démagogie et la facilité? Tout ce que Mendès-France incarne d'espérance tient dans ce pari. Réussir en disant la vérité, en n'escamotant pas les difficultés.
Le pari de la nouvelle gauche française, c'est de croire que le peuple est exigeant, capable de souscrire loyalement aux clauses d'un contrat difficile. Le contraire diamétral du cynisme et du paternalisme gaulliste.
A Grenoble, une esquisse technique du contrat fut discutée. Aura-t-elle une traduction populaire?